



ACCORD-CADRE N°2020-AO-03
FOURNITURE DE MATERIELS DE TELEMETRIE : TECHNOLOGIE RFID

ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDES
CONCLU SELON LA PROCEDURE DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique
(Articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4,
R. 2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14)

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
2.1. ALLOTISSEMENT	3
2.2. FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 3 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 5 : LIEUX DE LIVRAISONS - SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES - ESTIMATION NON CONTRACTUELLE	5
5.1. LIEUX DE LIVRAISONS	5
5.2. SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES MATERIELS	5
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6.1. DISPOSITIONS GENERALES	7
6.2. DEVELOPPEMENT DURABLE	8
6.3. DUREE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES.....	8
6.4. CONDITIONS DE LIVRAISON.....	8
6.5. DELAI DE LIVRAISON.....	9
ARTICLE 7 : VÉRIFICATIONS ET ADMISSION	9
7.1. OPERATION DE VERIFICATION	9
7.2. ADMISSION.....	9
ARTICLE 8 : GARANTIE ET MAINTENANCE	9
8.1. DISPOSITIONS GENERALES	9
8.2. ÉTENDUE DE LA GARANTIE.....	9
8.3. CONDITIONS D'INTERVENTION AU TITRE DE LA GARANTIE.....	10
8.4. GARANTIE DES VICES CACHES	10
8.5. MAINTENANCE.....	10
ARTICLE 9 : DETERMINATION DU PRIX	10
9.1. FORME ET CONTENU DES PRIX	10
9.2. ÉVOLUTION DU PRIX	11
9.2.1. <i>Mois d'établissement des prix</i>	11
9.2.2. <i>Modalités de révision des prix</i>	11
9.3. CLAUSE DE BUTOIR	11
9.4. CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	11
ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENT	11
10.1. AVANCE	11
10.2. NANTISSEMENT	12
10.3. ACOMPTE	12
10.4. FACTURATION :	12
10.5. DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	13
ARTICLE 11 : PENALITES.....	13
11.1. PENALITES DE RETARD	13
11.3 PLAFONNEMENT DES PENALITES	14
ARTICLE 12 : RESILIATION	14
12.1. RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	14
12.2. CAS PARTICULIERS DE RESILIATION	14
12.3. MISE EN DEMEURE PREALABLE	15
12.4. INDEMNITE DANS LE CADRE D'UNE RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL.....	15
ARTICLE 14 : ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	16
ARTICLE 15 : ASSURANCE	16
ARTICLE 16 : LITIGES	16

PRESENTATION DE L'OFFICE FRANCAISE POUR LA BIODIVERSITÉ

L'Office Français pour la Biodiversité créée le 1^{er} janvier 2020 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire. Il exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Il a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Office Français de la Biodiversité et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, l'OFB est composée d'environ 2 500 agents répartis sur l'ensemble du territoire français, en métropole et outre-mer.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet l'acquisition du matériel de télémétrie de type RFID (Radio Fréquence Identification) par l'OFB permettant d'étudier les déplacements des poissons d'eau douce.

Le présent marché définit les caractéristiques du matériel recherché, les conditions de fourniture, d'exploitation et de service après-vente.

Les prestations attendues sont explicitées dans le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.).

ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Allotissement

Le présent accord-cadre se décompose en 3 lots :

- **Lot n°1** : Marques de type PIT (marque passive) ;
- **Lot n°2** : Dispositif de détection mobile (antenne, lecteur mobile), accessoires et pièces détachées ;
- **Lot n°3** : Dispositif de détection fixe : coffrets de détection, alimentations électriques, accessoires et pièces détachées ;

2.2. Forme de l'accord-cadre

Conformément à l'article R. 2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique, l'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

Il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, selon les stipulations des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il concernera les prestations énumérées dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Le présent accord-cadre sans montant minimum est estimé à un montant maximum de commande de 200 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre et l'intégralité des lots.

La ventilation estimative suivante prévue par lot n'est pas contractuelle :

- Lot 1 : Marques de type PIT (marque passive) : 40 000 € HT
- Lot 2 : Dispositif de détection mobile, accessoires et pièces détachées : 60 000 € HT
- Lot 3 : Dispositif de détection fixe : 100 000 € HT

Estimation non contractuelle des lots 1, 2 et 3 pour la durée totale de l'accord-cadre

Numéro du lot	Code CPV	Dénomination du code CPV
Lot 1	32441000-6	Matériel de télémétrie
Lot 2	32440000-9	Matériel de télémétrie et équipement terminal
Lot 3	32441100-7	Système de surveillance télémétrique

Les prestations s'exécutent au moyen de bons de commande qui seront notifiés **par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.**

Conformément aux stipulations de l'article R. 2162-14 du Code de la commande publique, l'émission de bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable, selon les modalités prévues par l'accord-cadre, objet de la présente consultation.

ARTICLE 3 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Pour l'ensemble des lots, l'accord-cadre sera conclu pour une durée de 1 an **ferme à compter de sa date de notification ou de la date de notification respective de chaque lot.**

L'accord-cadre est reconductible 3 fois tacitement par période d'1 an chacune, sans que sa durée totale puisse excéder 4 ans.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le présent accord-cadre sera reconduit automatiquement.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire l'accord-cadre, par la voie d'un courrier recommandé avec avis de réception, deux (2) mois avant sa date anniversaire **(date de notification propre à chaque lot).**

ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement propre à chaque lot et son annexe financière : le bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot dont seul l'exemplaire conservé par l'O.F.B fait foi ;

- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.
- L'offre du titulaire propre à chaque lot ;
- Les bons de commande propres à chaque lot.

Le CCAG-FCS est téléchargeable sur le site du MINEFI : www.economie.gouv.fr

Les pièces contractuelles sont les documents en vigueur au premier jour du mois de l'établissement des prix.

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent C.C.P ou CCAG-FCS.

ARTICLE 5 : LIEUX DE LIVRAISONS - SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES - ESTIMATION NON CONTRACTUELLE

5.1. Lieux de livraisons

Lors de la signature du présent marché, les correspondants techniques pour son application sont les suivants :

- Pour le titulaire : Le titulaire fournira les coordonnées du/des correspondants techniques en charge de la bonne exécution du marché au plan technique.
- Les coordonnées des interlocuteurs de l'OFB seront communiquées dès la notification du marché.

Les livraisons des prestations seront effectuées à l'unité échohydraulique de l'OFB, par le prestataire à l'adresse suivante :

Unité échohydraulique de l'OFB, IMFT, 2 allée prof Camille Soula, Toulouse, 31400

En cas de changement, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire.

5.2 .Spécifications techniques des matériels

LOT 1 : Marques de type PIT (marque passive).

Le lot 1 comprend la fourniture du matériel et de service suivant :

- Marques pérennes de type PIT (Passive Integrated Transponder) de différentes tailles : 12mm, 23mm, 32mm et autres (si disponible), permettant l'identification individuel des poissons.

LOT 2 : Dispositif de détection mobile (antenne, lecteur mobile), accessoires et pièces détachées.

Le lot 2 comprend la fourniture du matériel et de service suivant :

- Dispositif de détection (antenne et lecteur/enregistreur) - système HDX (half-duplex system) permettant la prospection à pied (recherche active d'individus) dans le cours d'eau. Ce matériel doit avoir les caractéristiques suivantes :
 - o très bons champs de détection pour toutes les tailles de marques PIT (12-32mm faisant l'objet du LOT 1)
 - o dispositif fonctionnant sur batterie avec une très bonne autonomie (> 4 heures)
 - o facile à manipuler, réduit en taille et léger, pratique pour le portage et le transport
 - o adapté pour son utilisation sur le terrain (résistance contre l'eau, le gel, et les chocs)
 - o possibilité de fonctionnement simultané avec un autre appareil de même type (synchronisation sans fil)
 - o connexion facile à l'ordinateur pour décharger les données et paramétrer le dispositif de détection, vérifier son bon fonctionnement
 - o si possible GPS intégré (permettant la localisation des détections)
 - o manuel d'utilisation complet et clair (en français de préférence)
- Pièces détachées et accessoires pour le dispositif de détection mobile de type : prises et connexions électriques, câble d'antenne, boîtier d'accord, carte SD, cartes électroniques internes, batterie d'alimentation etc.
- Mise à jour du matériel, assistance et service après-vente en cas de dysfonctionnement du dispositif de détection mobile : rapidité de communication et d'intervention

LOT 3 : Dispositif de détection fixe : coffrets de détection, alimentations électriques, accessoires et pièces détachées

Le lot 3 comprend la fourniture du matériel et de service suivants :

- Les composantes électroniques du dispositif de détection fixe (système HDX half duplex system) : i) Coffrets de détection des marques PIT (lecteur/enregistreur), ii) boîtiers

reliant les antennes avec les coffrets de détection. Ce matériel doit avoir les caractéristiques suivantes :

- compatibilité avec les marques PIT du LOT 1 assurant la détection maximale
 - dispositif fonctionnant sur batterie ou sur secteur
 - possibilité de brancher plusieurs antennes sur un seul coffret
 - fonctionnement simultanée des antennes
 - fonctionnement des antennes proches (côte-à-côte)
 - possibilité de communiquer avec le système à distance (récupération des données, alerte de dysfonctionnement)
 - mise à l'heure automatique (pas de dérive dans le temps)
 - facilité pour décharger les données et paramétrage du dispositif
 - possibilité de fonctionnement simultané avec un autre appareil de même type/marque (synchronisation)
 - fiable (fonctionnement sans arrêt durant des mois/années)
 - facile à manipuler, pratique pour le portage et le transport
 - adapté pour son utilisation sur le terrain (résistance contre l'eau, le gel, de la poussière et les chocs)
 - manuel d'utilisation complet et clair (en français de préférence)
- Alimentations électriques adaptées (batterie, sur secteur) assurant le fonctionnement optimal du dispositif de détection, possibilité de faire varier la tension (12-18V), dispositif de protection intégrés (différentiel, disjoncteur).
 - Marques-mouchards de type PIT pour suivre le bon fonctionnement du dispositif de détection des poissons
 - Mise à jour du matériel, assistance et service après-vente en cas de dysfonctionnement du dispositif de détection : rapidité de communication et d'intervention

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. Dispositions générales

Les fournitures doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre).

6.2. Développement durable

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra apporter une attention toute particulière à la qualité des produits proposés, qui devront limiter leur impact sur l'environnement tout au long de leur cycle de vie.

Le titulaire s'engage à ce que les articles proposés soient conformes à la directive 2011/65/UE du 8 juin 2011 (***et ses révisions parues ou à paraître***) relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

6.3. Durée d'exécution des bons de commandes

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution est de 3 mois maximum à partir de leur émission.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.4. Conditions de livraison

La livraison du matériel doit être impérativement effectuée sur le lieu de destination (destinataire, adresse, étage, n° de pièce...) indiqués dans le bon de commande.

Le titulaire doit s'assurer pour les choix des camions de livraison des conditions d'accès au lieu de déchargement.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison indiqué sur le bon de commande est à la charge du titulaire et ne peut être facturée à l'établissement.

Les produits doivent être accompagnés d'un bon de livraison mentionnant les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire de l'accord-cadre ;
- les coordonnées complètes du destinataire : nom et numéro du service, nom et adresse complète ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro et la date de la commande ;
- la date d'expédition ;
- la désignation et la référence des produits livrés ;
- les quantités commandées pour chaque produit ;
- les nombres de colis...

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la livraison, toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à l'installation et à la mise en ordre de marche du matériel livré ainsi qu'à son entretien (***obligation de résultat***).

Sous réserve de l'accord préalable de l'émetteur du bon de commande, le titulaire peut procéder à des livraisons partielles lorsque seule une partie des produits commandés est disponible.

6.5. Délai de livraison

Le délai de livraison est indiqué dans chaque **bon de commande**.

ARTICLE 7 : VÉRIFICATIONS ET ADMISSION

7.1. Opération de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par la personne habilitée au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service.

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-FCS, un délai de 20 jours est laissé au pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations de vérification.

7.2. Admission

L'admission est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 25.1 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, ce délai de 20 jours passé, le silence du pouvoir adjudicateur vaudra admission, par dérogation à l'article 25.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8 : GARANTIE ET MAINTENANCE

8.1. Dispositions générales

Sont comprises dans le prix, toutes les interventions, telles que prévues ci-dessous, effectuées au titre de la garantie et de la maintenance.

Les garanties contractées durant la période d'exécution de l'accord-cadre engagent le titulaire pour leurs durées respectives.

Les conditions d'application et la teneur de la garantie sont identiques quel que soit le lieu d'acquisition du produit.

8.2. Étendue de la garantie

Les biens sont garantis dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-FCS pour la durée indiquée par le titulaire dans le cadre de mémoire technique.

Cette durée ne peut être inférieure à un an.

Si cette durée est supérieure à un an, le titulaire l'indique dans son cadre de mémoire technique.

Si, après leur admission, les produits présentent des défaillances ou des défauts pouvant créer un risque pour l'utilisateur, le titulaire s'engage à les remplacer.

8.3. Conditions d'intervention au titre de la garantie

Au titre de la garantie, le titulaire met à la disposition de l'établissement, le numéro de téléphone non surtaxé et une adresse mail unique accessibles les jours ouvrés de 10h00 à 16h00 minimum.

Les établissements ne peuvent en aucun cas être redirigés vers le service après-vente du constructeur ou d'un distributeur du matériel concerné, le titulaire demeurant l'unique interlocuteur pendant toute la durée de la garantie.

Lorsque le service après-vente du titulaire est contacté au titre de la garantie, il communique un numéro de prise en charge, référence unique valable jusqu'à la remise en état de l'article concerné.

8.4. Garantie des vices cachés

La garantie des vices cachés telle que définie aux articles 1641 et suivants du Code civil s'applique au présent accord-cadre.

Le titulaire est en ce sens garant des produits livrés dans le cadre du présent accord-cadre.

8.5. Maintenance

La maintenance s'exécute conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG-FCS et pendant toute la durée du marché.

Elle consiste, entre autre, à assurer la maintenance préventive et la récupération des données enregistrées notamment lorsque le matériel est hors service, endommagé ou défectueux ;

Les données récupérées sont transmises selon le même format informatique que celui produit par l'appareil de mesure au service de l'O.F.B émetteur du bon de commande.

ARTICLE 9 : DETERMINATION DU PRIX

9.1. Forme et contenu des prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaire, en euros hors taxes, nets remisés. Les prix sont fixés dans l'annexe financière (B.P.U) de l'acte d'engagement.

Le titulaire présente ses prix nets remisés calculés à partir de ses tarifs publics c'est-à-dire appliqués à l'ensemble de sa clientèle en vigueur au jour de la date limite de réception des offres.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

9.2. Evolution du prix

9.2.1. Mois d'établissement des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques de l'indice correspondant à la date de remise des offres **(Mois zéro - Mo)**.

9.2.2. Modalités de révision des prix

Les prix sont réputés fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Les prix sont ensuite révisés annuellement à chaque date anniversaire de l'accord-cadre (date de notification de l'accord-cadre) par ajustement sur le prix public. La révision des prix peut se faire à la baisse comme à la hausse.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire parvenir à l'OFB, par lettre recommandée avec accusé de réception, ses nouveaux tarifs avec un préavis **de 30 jours** avant la date prévue pour l'application de la révision de prix.

A défaut d'envoi dans ce délai, le titulaire doit attendre la prochaine échéance pour la révision des prix.

La demande est à envoyer à l'adresse suivante :

OFFICE FRANCAIS DE LA BIODIVERSITE
Département finance, contrats et logistique
Service de la commande publique - 3^{ème} étage
« Le Nadar » - Hall C
5, square Félix Nadar
94300 VINCENNES

Le prescripteur OFB mettra en œuvre la révision des prix

9.3. Clause de butoir

Dans le cadre de la révision annuelle des prix, l'évolution annuelle est limitée à 3%.

Ce pourcentage constitue donc un plafond sauf dispositions législatives ou réglementaires, sans possibilité de contestation de la part du titulaire.

9.4. Clause de sauvegarde

Si l'évolution annuelle des prix est supérieure à 3%, l'Office français de la biodiversité se réserve le droit de résilier la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application des nouveaux prix.

ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENT

10.1. Avance

En application des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 puis de l'article R. 2191-16 du Code de la commande publique, une avance de 5% est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

En application des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 puis de l'article R. 2191-7 alinéa 3 du Code de la commande publique, le taux de l'avance fixé est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise (PME)¹.

Conformément à l'article R. 2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

10.2. Nantissement

Les créances résultant de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties par le titulaire dans les conditions prévues par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

10.3. Acompte

Les modalités de règlements des acomptes sont définies aux articles L.2191-4 puis R. 2191-21 et R.2191-22 du Code de la commande publique.

10.4. Facturation :

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- la référence du marché (n°2020-AO-03) et le lot concerné ;
- la référence du bon de commande concerné ;
- l'objet du marché ;
- la désignation succincte de la prestation exécutée (Lot et UO) ;
- le montant HT à payer ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le montant TTC ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

¹ Telle que définie par la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Consécutivement à une mise en place progressive de la facturation électronique, la dématérialisation des factures devient obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (entreprises de moins de 10 salariés)* à partir du 1er janvier 2020.

Les factures doivent donc être envoyées sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'O.F.B en tant que destinataire de la facture : 130 025 919 00015

- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture :

- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/001/2020/0000000.

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

10.5. Délai de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article L. 2192-10 du Code de la commande publique, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1^{er} jour du semestre) de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

ARTICLE 11 : PENALITES

11.1. Pénalités de retard

Par application de l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai de livraison indiqué dans l'acte d'engagement est dépassé par le fait du titulaire, l'O.F.B se réserve la possibilité d'appliquer, **sans mise en demeure préalable**, des pénalités dont le montant est calculé par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000 ;$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

Tout jour de retard entamé est due.

11.3 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-F.C.S, les pénalités sont dues dès le premier euro. Les pénalités sont cumulables et plafonnées à hauteur de 25% du montant hors taxe du bon de commande.

En cas de retard, de mauvaise exécution ou d'exécutions partielles réitérées², l'accord-cadre pourra être résilié.

ARTICLE 12 : RESILIATION

12.1. Résiliation pour faute du titulaire

L'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire :

- Lorsque l'exécution des prestations ne s'effectue pas aux conditions prévues par les pièces constitutives du marché ou les documents validés de l'offre ;
- En cas d'inexécution établie, prouvée et rapportée.

12.2. Cas particuliers de résiliation

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution de la prestation, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles prévues dans les documents de l'accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes.

² A partir de 3 incidents par trimestre.

12.3. Mise en demeure préalable

Lorsque la résiliation prévue à l'article 32 du CCAG-FCS est précédée d'une mise en demeure, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour s'exécuter.

Ce délai court à compter de la réception de la mise en demeure.

L'absence d'exécution de la mise en demeure expose le titulaire au prononcé de la résiliation.

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

12.4. Indemnité dans le cadre d'une résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-F.C.S, la résiliation unilatérale de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, prononcée par le pouvoir adjudicateur, s'effectue de la façon suivante :

- Le titulaire ne percevra pas d'indemnité. Seules les prestations commandées et réalisées font l'objet d'un paiement par le pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 13 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le titulaire produit dans les dix jours qui précèdent la notification du présent accord-cadre et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent accord-cadre et renouvelés suivant les périodicités légales aux membres du groupement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'UGAP à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

ARTICLE 14 : ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

L'entrepreneur doit avertir l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B) de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation de l'accord-cadre se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation de l'accord-cadre suite à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 15 : ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 16 : LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Néanmoins, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (**articles R. 2197-1 à R. 2197-12 et D. 2197-13 à D. 2197-22 du Code de la commande publique**).

Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux
Marchés Publics³

Direction des Affaires Juridiques

³ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise WEISS
Télédoc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20 Télécopieur : 01.44.97.06.46
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Conformément aux articles R. 2197-23 et R. 2197-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire de l'accord-cadre ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630 - 77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30 Télécopie : 01 60 56 66 10
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 17 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles du présent CCP dérogeant aux articles du CCAG-FCS sont les suivants :

Articles du CCAG-FCS	Article du CCP
4	4
23.2	7.1
25.1	7.2
14.1.3	11.3
33	12.4